numéro 16 - septembre 2007

Cause Commune

Journal anarchiste - www.nefac.net

Pour un automne chaud !



Photo: BadAcid - badacid@altern.org

Perspectives libertaires sur la Grève étudiante

Plus tôt cette année, le gouvernement du Parti libéral a dégelé les frais de scolarité, provoquant une hausse du coût des études post-secondaires qui sera en vigueur dès cet automne. C'est sans surprise que l'Association pour une solidarité syndicale étudiante (ASSÉ) a lancé un appel clair à la grève. Au même moment, les fédérations étudiantes (FECQ/FEUQ) fidèles à leurs tactiques opportunistes qui consistent à attendre et à surfer sur la vague, n'ont lancé aucun appel en faveur, ou non, de la grève.

Au niveau des revendications, le mouvement est polarisé entre un camp qui privilégie le retour au gel des frais de scolarité et un autre qui réclame immédiatement et sans concession la gratuité scolaire. À la NEFAC, en tant que communistes libertaires, nous croyons que la gratuité scolaire est non seulement la revendication qui politiquement est la plus pertinente mais aussi celle qui reflète le mieux nos positions dans la pratique. Concrètement, un gel des frais de scolarité sans l'élimination des frais afférents, qui ne cessent d'augmenter depuis quelques années, ne réduira en rien la facture finale qu'il faudra payer.

La prochaine grève étudiante, si elle a lieu, donnera une fois de plus aux libertaires l'occasion de mettre à l'épreuve notre principale structure d'organisation sociale et politique, c'est-à-dire la démocratie directe. Nous savons que les assemblées générales des associations étudiantes, par leur radicalité, sont des lieux d'échange, d'élaboration de contre-pouvoirs et d'auto-organisation dans les luttes. Cependant, nous sommes conscientEs qu'elles ne sont pas toujours représentatives, lorsqu'on considère la population étudiante dans son ensemble, et que leurs décisions et mandats ne sont pas toujours suivis. Un appel à une participation massive dans les processus de démocratie directe et à la défense de la souveraineté des assemblées s'impose donc et s'avère essentiel afin de radicaliser la lutte.

En ce qui concerne les actions à entreprendre, nous prônons la diversité des tactiques, non pas pour que chacun-e ait la liberté d'agir à sa guise dans les manifestations sans penser aux autres, mais dans la perspective où cette grève nécessitera une multitude de moyens et d'actions afin de battre le gouvernement. Il est donc plus que nécessaire pour les étudiantEs de s'organiser. Un bilan de la participation des libertaires à la grève de 2005 démontre que même si un noyau dur de quelques dizaines d'irréductibles a pu mener à terme plusieurs actions directes, elles n'ont cependant pas été suivies par une masse critique et ont contribué à un certain isolement de notre tendance dans la grève. Cette fois-ci, nous suggérons de doser davantage entre les coups d'éclat et les mobilisations de masse, afin d'empêcher de céder tout le terrain de ces dernières aux dirigeant-e-s du mouvement.

Appui à l'ASSÉ

Finalement, nous ne pouvons nous prononcer sur la grève étudiante sans donner notre appui à L'ASSÉ et faire connaître notredésapprobation face à la FECQ/FEUQ. L'ASSÉ s'inscrit dans la tradition du syndicalisme étudiant de combat au Québec, et cherche non seulement à changer radicalement le système d'éducation, mais aussi à initier tout un débat de société autour de nos revendications politiques et économiques. La FECQ/FEUQ, comme appareils, sont manipulés par la classe dominante et chercheront, comme en 1996 et 2005, à intégrer la grève dans une logique de gestion des problèmes sociaux et à la diluer ou même la saborder si nécessaire.

Au Québec, nous avons un mouvement étudiant qui par son ampleur et son dynamisme n'a pas d'égal dans le reste du Canada ni même aux Etats-Unis. Un nouveau chapitre de son histoire et de sa lutte se met en branle cette année. Aux étudiantEs d'en faire une victoire.

Perspectives libertaires

Réclame ta rue...

Et la politique bordel!

Réclame ta rue, l'un des plus importants rassemblement libertaires de Québec, aura lieu une fois de plus à la Fête du travail. Il s'agit d'un grand happening « manifestif » où, après une marche, les participantEs libèrent un bout d'asphalte pour y organiser un gros party sauvage.

Outre la beauté du geste en soi et le thrill de bloquer la circulation ne serait-ce que pour une couple d'heures, toute dimension politique est malheureusment évacuée au profit de considérations logistiques et/ou festives. « Apportez-y ce que vous voulez y trouver ! » clame depuis toujours le tract appelant à Réclame ta rue. Comme on n'est jamais si bien servi que par soi même, voici quelques considérations politiques de notre cru.

Cauchemar urbain

À l'origine, Réclame ta rue est une idée importée de Grande-Bretagne. Là-bas, le mouvement est né en marge des luttes écologistes contre la construction de nouvelles autoroutes. Réclame ta rue, c'était surtout un pied de nez au « tout automobile », un rappel qu' « une autre ville est possible ». Curieusement, cet aspect des choses a été délaissé alors que le contexte québécois s'y prêtait pourtant à merveille.

Québec, c'est pas mal le summum de la dictature automobile. Imaginez : même en démolissant les bretelles qui finissent dans un mur, la capitale a quand même 22 km d'autoroutes par 100 000 habitants comparativement à 8 km pour Montréal et à 7 km à Toronto. L'étalement urbain a des conséquences terribles: sans voitures, les gens sont prisonniers de leurs lointaines banlieues. Résultat : seulement 13% des ménages se passent de bagnole.

Repenser la ville

En ville, l'automobile prend toute la place et pourrit la vie des habitantEs. Circulation de transit, problèmes de stationnement, vitesse et pollution : c'est la totale. Il y a urgence d'organiser une révolte contre la mauvaise organisation de la ville en général et des transports en particulier. Et dans cette ville, une telle révolte implique de s'attaquer à la classe politique. La mairie, que ce soit sous Jean-Paul Lallier ou feu Andrée P. Boucher, bloque tout projet un tant soit peu ambitieux en matière de transport (ex. : l'opposition au projet de tramway). Les politicienNEs doivent trouver face à eux et elles autre chose que des lobbyistes dont le jupon partisan dépasse un peu trop.

La ville n'est pas le carré de sable des automobilistes, c'est un lieu de vie. Il faut le rappeler. Les anarchistes ont des propositions concrètes à amener. Il est urgent de soutenir les « luttes » actuelles qui se mènent sur le transport : que ce soit la question du tramway, de la place des cyclistes, des piétons, le projet de «Rue partagée» dans Saint-Jean-Baptiste, etc. Il faut aussi aller plus loin et parler de la gratuité du transport en commun, de la restriction de l'accès automobile aux quartiers résidentiels et au centre-ville et, à terme, de la socialisation complète des transports.



L'anarchie de A à Z

« O »

comme Organisation

La question de l'organisation est loin de faire consensus dans le mouvement libertaire. Certains voient dans toute organisation une bureaucratie en puissance et un frein à la liberté si chère aux anarchistes. D'autres, sans être contre l'organisation en soi, ne voient pas la nécessité de l'organisation politique et considèrent que les mouvements sociaux se suffisent à eux-mêmes. Pour notre part, nous sommes partisans de l'organisation politique des communistes libertaires.

Dans les luttes, les gens se radicalisent et veulent parfois aller plus loin. Souvent, les militantEs vont regarder autour d'eux et elles pour voir qui est là et ce que les différents courants ont à proposer. Il y a dix ans, personne n'aurait parié sur une résurrection du maoisme ou de la gauche électoraliste. Et pourtant, ça c'est produit. Pourquoi? En partie, à cause des carences du mouvement anarchiste et de son incapacité à offrir des perspectives politiques.

Comme la plupart des libertaires, nous militons au sein des mouvements sociaux. Nous militons pour faire progresser nos luttes et les gagner. Mais nous sommes aussi des militantEs politiséEs, avec une perspective propre que nous souhaitons faire partager. Le problème, c'est que nous ne sommes pas les seuls!

Dans les luttes, il y a aussi (quelques) rouges et (beaucoup) de réformistes. Il y a une bataille des idées qui fait rage sur la direction que doivent prendre les mouvements sociaux. IsoléEs et désuniEs, nous ne faisons pas toujours le poids face à des partis (relativement) bien organisés et coordonnés. L'organisation est nécessaire pour partager des ressources, rompre avec le localisme et maximiser l'impact des pratiques libertaires.

Beaucoup d'anarchistes sont organiséEs, entre autre, pour faire de la propagande. Que ce soit pour éditer un journal, tenir un site web, produire une émission de radio, animer une librairie. C'est vital --si les anarchistes ne font pas la promotion de leurs idées, personne ne le fera!-- mais c'est insuffisant. Faire la propagande de l'idéal, c'est une chose, mais ça en est une autre de tenter de changer le monde. Pour cela, il ne suffit pas de proclamer ad nauseam la nécessité de la révolution, il faut convaincre et regrouper des gens autour d'une perspective de changement. Ça, ça ne se fait pas dans l'abstrait, ça se fait dans la société et les luttes réellement existantes. Voilà à quoi doit servir l'organisation : faire exister politiquement un courant libertaire dans la ville. Donner un visage public à l'anarchisme et rassembler un pôle libertaire dans les luttes.

D'autres anarchistes sont organiséEs, entre autre, pour faire de l'action directe. Il existe plusieurs regroupements



Photo Émilie Baillargeon / Les déclencheurEs

d'action directe sur des questions comme la mondialisation, la guerre, le travail, l'immigration ou la lutte anti-raciste. Encore là, il est vital de chercher à agir sur la conjoncture et d'ouvrir des perspectives radicales de lutte, mais les luttes sectorielles, même radicales, sont insuffisantes. L'organisation doit servir à développer une perspective politique libertaire globale, ancrée dans le quotidien et fédérant tous les fronts.

L'organisation politique ne remplace pas les groupes de propagande et les groupes d'action directe, elle est complémentaire. C'est une organisation permanente, large et ouverte, qui fait tantôt de la propagande, tantôt de l'action. C'est une organisation, surtout, qui est présente dans les luttes et les quartiers. Une organisation qui milite pour des mouvements sociaux combatifs et l'émergence d'une gauche libertaire large et ouverte. Une organisation cohérente politiquement.

L'organisation telle que nous la concevons n'est pas une avant-garde de révolutionnaires professionnelLEs appeléEs à diriger les luttes et les gens. C'est plutôt une minorité agissante de militantEs communistes libertaires, un regroupement de camarades sur la même longueur d'ondes qui coordonnent leurs activités politiques. Ce n'est pas un groupe secret, un club privé ou un groupe d'affinité mais une organisation publique dont on peut devenir membre si on est d'accord avec ses positions. Bref, un peu comme ce que nous tentons de faire avec la NEFAC…



Photo Neonyme / www.neonyme.net

Un blogue de combat



voixdefaits.blogspot.com

Après les collectifs de blogueurs, le collectif qui blogue… Le Collectif anarchiste La Nuit (NEFAC-Québec) envahit la blogosphère politique. Place à 'Voix de faits', blogue de combat. Attention, ça va faire mal!

Actualité sociale, contre-culturelle et politique, info sur les luttes, coups de gueule et coups de cœur, 'Voix de faits' sera la version moderne de la presse de combat d'hier. Une autre façon d'occuper le terrain, d'exister politiquement. Une arme de plus dans les luttes sociales et politiques. Un point de ralliement dans la bataille des idées.

L'idée d'un nouveau blogue d'actualité sociale et politique –mais avec une perspective libertaire!—est née de nos débats sur la montée de la droite populiste à Québec. Que faire face à la tangeante réac que prend notre région depuis quelques années?

'Voix de faits' veut favoriser l'émergence d'une gauche de combat, critique et radicale. Nous refusons d'être des victimes sans défense ! La mollesse des réformistes joue le jeu de la droite populiste. Le temps des politesses est terminé. Il faut intensifier la critique du populisme, affirmer notre rejet de l'ordre moral, du discours sécuritaire, du nationalisme et du militarisme. Les valeurs de liberté, d'égalité, de partage et de solidarité doivent servir de contre-poids. Le statu-quo n'est pas une option, il ne faut plus hésiter à être anti-systémiques, révolutionnaires et libertaires.

La résistance libertaire doit se donner les moyens de ses ambitions. 'Voix de faits', en permettant une intervention politique quotidienne, est un pas dans cette direction. Attendez-vous à d'autres initiatives d'ici peu.

De Limoilou à Saint-Roch... La Page Noire réouvre ses portes!

La librairie sociale La Page Noire a réouvert ses portes le 1er septembre dernier. Le centre de diffusion et d'information autogéré qui partageait depuis 2 ans ses locaux avec Droit de parole a migré dans le quartier Saint-Roch, à côté du café-bar autogéré l'AgitéE, au 265 Dorchester.

Nouveau local, même formule! En plus d'une bibliothèque accessible gratuitement, la Page Noire continue d'offrir un service libraire engagé en vendant des livres, brochures et magazines mettant de l'avant des alternatives au système politique et économique actuel. Une section «infokiosque» permet aux gens de différents milieux de diffuser de l'information sur leurs campagnes et événements publics.

Ouvert du mardi au dimanche de 12h à 17h.



Cause commune est le journal de la Fédération des communistes libertaires du nord-est (NEFAC). 4000 exemplaires de ce journal sont distribués gratuitement par des militantEs libertaires, membres ou non de l'organisation. *Cause commune* se veut un tremplin pour les idées anarchistes, en appui aux mouvements de résistance contre les patrons, les proprios et leurs alliés au gouvernement. Si le journal vous plaît et que vous voulez aider à le diffuser dans votre milieu, contactez le collectif de la NEFAC le plus près de chez-vous.

Contacts :

Montréal : mtl@nefac.net
Québec : nefacquebec@yahoo.ca
Sherbrooke : sherbrooke@nefac.net
Saguenay/Lac St-Jean: lenoiretlerouge@hotmail.com
Trois-Rivières : la_reponse@hotmail.com

Abonnement de soutien au journal (20$ / un an)
Chèque à l'ordre de «Groupe Émile-Henry»
Collectif anarchiste La Nuit a/s E.H, C.P. 55051, 138 St-Vallier O., Québec (Qc), G1K 1J0



Démocratie à la pointe du fusil

Face à une écrasante majorité de la population qui s'oppose à la guerre et l'occupation de l'Afghanistan (59% au Canada, 70% au Québec), le gouvernement et l'armée canadienne redoublent leur campagne de propagande pour « gagner les cœurs et les esprits ». Alors que des soldats canadiens disaient récemment que le monde ne comprennent pas leur mission, qu'ils ne veulent que reconstruire et qu'ils ne vont pas tuer des gens, le président afghan Hamid Karzai affirmait une autre fois que « son peuple perdait patience devant ce bain de sang constant » causé par les forces de l'OTAN. Chaque jour entraîne son lot de morts civiles aux mains des forces d'occupation. De 2000 à 3000 civilEs AfghanEs sont mortEs par bombardements aériens l'année passée seulement selon le groupe de recherche Senlis Council. Lorsqu'il s'agit d'évaluer le nombre de puits creusés ou d'enfants vaccinés, Stephen Harper a bien des chiffres en bouche, mais qu'en est-il du nombre de victimes dans ce conflit? 69 soldats canadiens sont morts jusqu'à maintenant au nom de la stratégie impériale étatsunienne et ça continue…

Du coté de l'Irak, question de prouver la thèse occidentale selon laquelle l'armée combat pour les droits des femmes, cinq soldats américains ont récemment reconnu avoir violé et tué en mars 2006 une jeune fille de 14 ans en plus d'assassiner son père, sa mère et sa sœur de 6 ans avant d'incendier leur maison. Une chance qu'ils sont là pour apporter la civilisation aux barbares… La sœur d'un des soldats condamné à 110 ans de prison (un autre subira peut-être la peine de mort) a crié lors du jugement militaire: « Je hais le gouvernement! C'est vous autres qui l'avez envoyé là-bas (Irak), et maintenant ceci est arrivé! » En effet, le simple soldat est puni sévèrement pendant que les criminels de guerre, eux, restent à la tête du pays. Justice de classe, quand tu nous tiens!

Soldat, la prochaine fois que le gouvernement veut vous envoyer « reconstruire » un pays étranger avec un flingue, faites donc comme le Caporal-chef Paul Patrick Billard, condamné à 21 jours de prison militaire pour avoir suivi ce conseil : restez au lit!

Les SLAPP :

Tiens toi, t'es dans la rue maintenant!

Jusqu'où irons-nous dans la perte de nos acquis démocratiques? N'avions-nous pas le droit de renseigner les gens sur des enjeux qui les touchent, de s'associer pour ne pas être lésés? Plus maintenant. Car les entreprises qui voient leurs bénéfices menacés par la mobilisation populaire ont de plus en plus recours à des poursuites abusives pour faire taire les individus et les groupes « perturbateurs ». Les sommes en cause sont démesurées, les frais juridiques impossibles à assumer pour le commun des mortels. On qualifie de SLAPP (acronyme anglais pour Strategic Lawsuit Against Public Participation) ce genre de poursuite intimidante et abusive.



À force de tenter de susciter une réelle expression de la démocratie, une ONG ou un citoyen se retrouvera donc récompensé d'une charge de tantôt quelques milliers, tantôt quelques millions de dollars de dédommagements. Y pensez-vous? Ceci signifie jeter cette personne à la rue, l'empêcher d'être logée, nourrie et vêtue. Qui peut accepter cela? C'est un recul de quelques centaines d'années dans la reconnaissance des droits individuels et collectifs! On punira un citoyen responsable en brisant sa carrière et sa famille! Qu'est-ce qui peut pousser un tribunal à remplir un tel mandat? Ah! J'oubliais! L'Accord! Le chapitre 11 de l'ALENA permet aux investisseurs d'un pays membre de réclamer une compensation au gouvernement d'un autre pays membre à la suite de l'adoption de mesures réglementaires qui modifient les conditions d'opération de leur entreprise.

On peut dès lors se demander : quelle orientation nous inflige une telle suppression de nos droits? Déduisons : on nous enlève l'égalité devant les tribunaux, on nous enlève le droit de prendre part à des enjeux sociaux, on nous enlève le logement et la nourriture, et après? Difficile à prévoir, car c'est la fin qui justifie les moyens ici. L'escalade des moyens peut être partie de loin, elle a progressé à un rythme déconcertant!

« Ce texte est certifié facile à comprendre pour tous, car son rédacteur est natif d'Hérouxville. »

Mais ce sont les effets des SLAPP qui sont les plus inquiétants. À Trois-Rivières, dans la région d'Hérouxville, Alain Dumas, qui a tenté avec un groupe de citoyens d'empêcher la construction d'un aréna par un promoteur privé dans le parc Roland-Leclerc, s'est fait menacer de poursuite, ce qui a contraint le groupe à mettre fin à sa bataille. Comme le dit Alain, « Quand vous savez qu'une poursuite exige des déboursés de plusieurs milliers de dollars pour les frais légaux de base, il y a de quoi faire réfléchir des citoyens. »

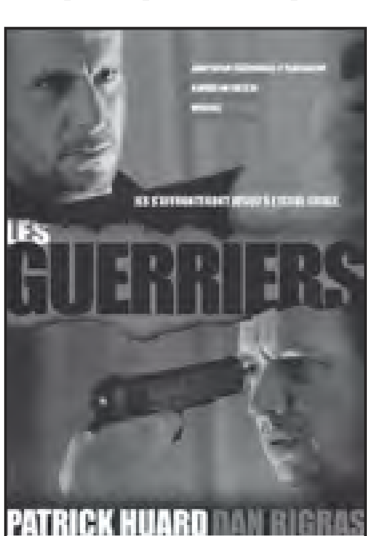
Quelques mois après débutait la construction d'un casino (oups, un salon de jeux!) à Trois-Rivières, sans étude d'impact préalable, au coût de 32 millions $. Lors d'un sondage réalisé après cette décision, 77% des répondants n'étaient pas d'accord. Mais qui osera faire valoir l'avis de la population sur ce projet maintenant? Personne. En aucun endroit au monde les gens n'aiment plus s'asseoir sur leur cul qu'à Trois-Rivières, alors imaginez lorsqu'ils savent qu'ils seront probablement poursuivis pour plusieurs millions!

L'opinion publique est devenue si hostile quant à ces pratiques perverses que le gouvernement sera bientôt astreint de faire adopter une loi anti-SLAPP, comme dans certains États américains où la pratique a émergée. D'ailleurs, un comité d'experts mandaté par le « Ministère de la Justice » a récemment recommandé au gouvernement de légiférer pour assurer aux citoyens et aux organismes leur droit au débat public. Il était drôlement temps!

Visitez www.taisez-vous.org pour en savoir plus.

DVD : Les Guerriers

Weird. Noir. Et profond. Voilà l'adaptation à l'écran d'une pièce de Michel Garneau (écrite en 1989), un télé-théâtre donc, prétexte à une critique de la guerre, du monde de la pub et de la société en général. L'histoire est un face-à-face entre deux publicitaires –Patrick Huard et Dan Bigras— qui s'enferment 10 jours dans l'espoir de trouver un meilleur slogan pour l'armée canadienne que « si la vie vous intéresse ». Bref, c'est un huis-clos. Tout tourne autour du verbe, après tout on est sensé assister à un brainstorm de longue haleine, et sur le clash entre deux personnalités, deux philosophies aux antipodes. Le jeu est bon, pour une rare fois dans le 'showbizz' québécois (mais s'agit-il vraiment de showbizz?) ça fesse dans le dash. Et, ce qui ne gâte rien, le moins que l'on puisse dire c'est que le propos antimilitariste, à la limite de l'anticapitalisme, est brûlant d'actualité. Par contre, pas de happy ending : pour ce qui est de l'espoir, on repassera. Bref, comme on disait, c'est noir et plutôt nihiliste.



Les guerriers
Un film de Micheline Lanctôt, avec Patrick Huard et Dan Bigras

Polar : Le Cargo Sentimental



L'auteur Cesare Battisti est un ancien militant d'extrême gauche ayant participé aux « années de plomb » italiennes. Dans le milieu des années '70, il devient membre du groupe «Prolétaires armés pour le communisme », un groupe gravitant dans la tendance plus libertaire de Lotta Continua, qui se revendiquait de l'Autonomie Ouvrière. Il est arrêté à la fin des années '70, dans le cadre de l'état d'urgence décrété par le gouvernement italien. Après une large offensive « anti-terroriste », l'Italie se retrouvera avec 4087 activistes de gauche appartenant à des « associations subversives » ou « bandes armées » condamnés pour des « faits liés à des tentatives de subversion de l'ordre constitutionnel ». De ce nombre en 2004, 224 étaient encore incarcérés et 190 en exil (1). En 1981, Battisti parviendra à s'évader vers la France, à pied à travers les Alpes, s'exilera ensuite au Mexique, s'y liera d'amitié avec le sous commandant Marcos, puis, après divers boulots, deviendra écrivain. Dans les années '90, il retournera en France après l'amnistie offerte par Mitterand. En 1993, Battisti a été condamné par le gouvernement italien à la perpétuité pour quatre «homicides aggravés» commis en 1978 et 1979, qu'il a d'ailleurs toujours niés avoir fait. La France tentera de l'extrader en 2004 vers l'Italie, il s'enfuira et sera de nouveau arrêté en 2007 au Brésil. Depuis mars, il est en attente d'une décision de la Cour suprême brésilienne sur son extradition en Italie.

Battisti est l'auteur, entre autre, de quelques polars et de plusieurs romans ayant pour thème principal les années de plomb. Sa trilogie quasi autobiographique *L'ombre Rouge, Buena Onda* et *les Habits d'Ombre* serait inspirée en bonne partie par son expérience dans les groupes armés. Une partie de sa bibliographie vient d'ailleurs d'être rééditée en format poche. Le dernier en liste est *Le Cargo Sentimental.* Un roman, qui selon Battisti, n'est aucunement biographique.

Il y raconte l'histoire d'un ancien militant exilé à Paris qui se remémore son enfance au sein d'une famille pauvre, et de son père qui fut un résistant malgré lui. C'est la nostalgie de Sylvana, son premier amour, une camarade de lutte qui tomba enceinte et le quitta sans aucune explication. À Paris, de nombreuses années plus tard, il apprendra sa mort et partira à la recherche de sa fille. On voit défiler à travers ce roman trois générations de militants, des résistants antifascistes aux militants antimondialisation en passant par les groupes armés des années de plomb. Il tente donc, à travers ce récit de 278 pages, de démontrer l'esprit de continuité intergénérationnel des luttes. Bref, un bon roman, pour ceux qui ont le goût de profiter de l'été des indiens sans sombrer dans la futilité et le consumérisme d'Harry Potteux. Et si vous aimez *Le Cargo Sentimental,* lisez la trilogie, ça en vaut le coup, surtout si vous êtes intéressé par l'histoire des années de plomb.

BATTISTI Cesare, Le Cargo Sentimental, Collections Arcanes, Éditions Joelle Losfeld.

1) SOMMIER, I. « Les années de plomb » : un « passé qui ne passe pas ». MOUVEMENTS N°27/28, 2003.

Le coût du militarisme

Sur les lignes...
Chronique syndicale

(Au moins) quatre scabs au *Journal de Québec*

Quebecor a reconnu le 23 août, devant la Commision des relations de travail, avoir utilisé quatre briseurs de grève depuis le début du lock-out avec les employéEs du *Journal de Québec*.

Les 250 employéEs avaient porté plainte devant la Commission. Ils et elles voulaient faire la preuve que le *Journal de Québec* employait au moins six travailleurs illégaux depuis quatre mois. Quatre ont été reconnus.

Le chroniqueur chasse et pêche Mathieu Roy, fils du député adéquiste de Montmagny, Claude Roy, ne pourra plus écrire d'articles pour le quotidien. Même chose pour la directrice adjointe de la promotion, Dominique Turcotte, ainsi que deux messagers sous-traitants, Patrick Daigle et David Gaudreault.

Depuis le début du conflit, les syndiquéEs publient *Média Matin Québec*, un quotidien gratuit diffusé à 40 000 exemplaires du lundi au vendredi. Durant l'été, le groupe a atteint la barre des 3 millions de copies diffusées. Les curieux peuvent maintenant consulter ce journal sur le web à www.mediamatinquebec.com



Lock-out au cimetière

La centaine de syndiquéEs du cimetière Notre-Dame-des-Neiges, à Montréal, a multiplié les manifestations depuis que leur patron les a mis en lock-out à la mi-mai. On a beaucoup parlé des récriminations des familles en deuil mais qu'en est-il des revendications syndicales?

Les syndiquéEs ont adopté deux grands objectifs de négociations : créer les conditions propices à une retraite décente et assurer au plus grand nombre d'employéEs possible une meilleure stabilité de revenus. Cinq revendications prioritaires ont été ciblées pour atteindre ces objectifs : Création d'un régime de retraite à prestation déterminée; Formaliser les primes de départ dans la convention collective; Implanter la semaine de travail à quatre jours; Garantir un plancher de 36 semaines de travail par année; Resserrer les clauses sur la sous-traitance.

Au moment d'écrire ces lignes, le syndicat et la fabrique était en plein sprint de négociation.

En conflit...

Au moment d'écrire ces lignes, le 24 août, il y avait au moins 470 prolos en grève ou en lock-out au Québec

Combien coûte la politique militariste canadienne? En quelques mois, le gouvernement Harper a annoncé plus de 22 milliards $ de nouveaux investissement pour de l'équipement militaire et le budget récurent de l'armée a été augmenté de 1,2 milliards $.

Les conservateurs ne font pourtant que poursuivre la voie tracée par les libéraux. L'intervention militaire en Afghanistan, commencée en 2001, a coûté plus de 5 milliards $ jusqu'à maintenant. En fait, depuis 1998, le budget annuel de l'armée a augmenté de 50% pour atteindre 14,3 milliards $ cette année. Tout cela alors que nos routes, nos écoles et nos hôpitaux tombent en ruine…

La militarisation du monde

Partout dans le monde les dépenses militaires sont en augmentation. Depuis 10 ans, elles ont augmentés de 37% et dépassent maintenant le sommet atteint durant la guerre froide. En 2006, les dépenses militaires mondiales se chiffraient à un total de 1204 milliards $US. Un peu moins de la moitié de cette somme est dépensée par les Etats-Unis, notamment pour financer l'occupation de l'Irak.



N'est-il pas scandaleux de constater que tant d'argent est dépensé pour semer la mort et la désolation? Imaginez ce que l'on pourrait faire avec tout cet argent s'il était investi à des fins socialement utiles…

Mondialisation sécuritaire

Stephen Harper, Georges W. Bush et Felipe Calderón se sont réunit à Montebello les 20 et 21 août dernier pour signer le Partenariat nord-américain pour la sécurité et la prospérité (PSP). Des lecteurs nous ont fait parvenir ce texte afin de « profiter de ces colonnes pour discuter, loin du huis clos tricéphale présidentiel, de ce que signifie la prospérité et la sécurité dans le monde d'aujourd'hui ».

La prospérité
Confondant la sécurité et la prospérité, le PSP s'inscrit d'emblée comme un prolongement sécuritaire de l'ALENA. Ce nouveau partenariat vient ainsi ajouter un volet sécuritaire aux Accords de libre-échange nord-américain. Mais de quelle prospérité parle-t-on ? De celle de l'État ? De la société ? Des individus ? Non. Mais bien de la prospérité des grandes corporations transnationales. La seule nouveauté consiste en fait à donner un nouvel élan aux compagnies qui pourront désormais profiter de la déréglementation sans borne du juteux marché que représente aujourd'hui celui de la « sécurité ». Un marché qui, par ailleurs, se nourrit allègrement de la guerre néo-impériale que mènent actuellement les grandes puissances occidentales (Israël incluse).

Le complexe militaro-industriel et les compagnies de service de sécurité comme Halliburton (anciennement dirigée par Dick Cheney) profitent à souhait des mannes ouvertes par l'explosion des budgets militaires (450 milliards de dollars en Irak seulement) et de la sécurité. À cela s'ajoute de véritables butins de guerre comme les pipelines afghans, l'exploitation des champs pétroliers irakiens par les compagnies américaines ou encore l'argent de l'opium en Afghanistan. Certes, pour ces entreprises, sécurité et prospérité vont bien de pair.

La sécurité
En 1984, Mme Thatcher déclarait qu'Orwell s'était trompé, et que la Grande-Bretagne demeurait un pays d'espoir et de liberté. Pourtant la nouvelle doctrine sécuritaire, qui a trouvé sa grande justification dans les événements du 11 septembre 2001, entraîne un pullulement d'initiatives qui restreignent les droits et libertés dans les «démocraties occidentales». La présomption d'innocence des citoyenNEs a été remplacée par un système de surveillance généralisée dont la prémisse est la culpabilité potentielle de tout individu «libre». Le Patriot Act (qui autorise les écoutes téléphoniques des particuliers), l'enregistrement de toutes les communications Internet en Europe et en Amérique du Nord, l'installation de 5 millions de caméras en Grande-Bretagne et les perquisitions des médias indépendants n'en sont que quelques tristes illustrations.

Les frontières de la «forteresse occidentale» se matérialisent par des mécanismes de plus en plus étanches, voire même par des murs comme celui érigé par les États-Unis à la frontière du Mexique (pays qui pourtant a dénoncé pendant plus de 30 ans l'inhumanité du Rideau de Fer soviétique) ou le mur construit par Israël en Cisjordanie. Alors que l'Europe délègue au Maghreb la gestion de son flux migratoire dans des conditions incompatibles avec les droits humains, l'Amérique du Nord, quant à elle, teste sur ces nouveaux immigrants (une partie croissante de sa population) des dispositifs de sécurité de plus en plus invasifs (données biométriques, cartes de résident permanent, visa H1-B, création du Home Land Security, etc.). Ces dispositifs sont appelés à se généraliser à toute la population notamment au Canada.

Au niveau mondial, on assiste à une véritable convergence des mesures sécuritaires. L'Occident collabore activement avec tout régime politique susceptible de maintenir l'ordre du monde néo-colonial (dictature militaire pakistanaise, junte malaisienne, PC Chinois, ou toutes autres républiques de bananes d'Amérique latine, d'Afrique ou d'Europe de l'Est). Aux plans tant économique (coopération positive avec la Chine, soutien aux dictatures), que technique (aide des grandes multinationales américaines à la censure en Chine, en Arabie Saoudite, etc.) et politique (à savoir le PSP), se met ainsi rapidement en place une «mondialisation sécuritaire».

Le climat de guerre perpétuelle constitue également un prétexte de premier plan à la construction de systèmes de justice extrajudiciaires dans lesquels la convention de Genève est bafouée. L'édification des prisons de Guantanamo et d'Abu Ghraib, le jugement des droits civils par des tribunaux militaires, l'enlèvement de suspects, l'instauration de prisons secrètes et le recours à la torture n'en sont que quelques exemples. Bref, la doctrine néo-libérale et l'obsession sécuritaire inhérentes au PSP entraînent ipso facto une redéfinition radicale des droits fondamentaux, et ce, aux quatre coins de la planète : en Occident comme dans sa périphérie directe, ou dans le Tiers-monde, ces zones de « non-droit » perçues comme de simples ateliers ou réservoirs de ressources naturelles.

Des alternatives ?
Pourtant, d'autres politiques sont possibles et même souhaitables. Elles peuvent apparaître utopiques aujourd'hui, mais demeurent encore pour beaucoup la seule voie possible. Partager équitablement les richesses de ce monde, favoriser la démocratie directe, l'autodétermination, les droits et libertés, promouvoir la santé, l'éducation, des relations commerciales équitables et solidaires, promouvoir le droit des travailleurs, l'autogestion, l'égalité des genres, le désarmement, le respect de l'environnement, etc. Ce sont dans toutes ces avenues que ceux et celles qui ont manifesté contre le PSP aimeraient chercher une solution et non dans celles d'un délire sécuritaire et d'une prospérité néo-libérale réservée aux marchands de canons.

Le concombre masqué et Handalah

N.B.: Faute d'espace, les notes de bas de page ont été supprimées. On peut consulter la version intégrale sur notre site web.